FACE À L'EXTRÊME-DROITE
RIPOSTE ÉTUDIANTE
IMMÉDIATE

L'EXTREME-DROITE
MIEUX LA CONNAÎTRE POUR
MIEUX LA COMBATTRE

Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

L'EXTRÊME-DROITE: QU'EST-CE QUE C'EST ?

L'extrême-droite est un courant politique se positionnant à droite des partis conservateurs traditionnels et **défendant une conception inégalitaire de la société, fondée sur des rapports de domination.** Elle prône l'existence d'une inégalité entre les origines, les religions, les cultures etc. ce qui lui permet d'affirmer la nécessité d'établir une hiérarchie sociale sur cette base inégalitaire et xénophobe. Elle défend généralement un discours nationaliste privilégiant une définition fermée et uniforme de la nation. Parmi les thèmes favoris de l'extrême-droite occidentale, on retrouve donc **le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, l'homophobie, la famille patriarcale, un culte important de l'autorité du chef et de l'armée, ainsi que le complotisme.** Son existence est un danger pour toutes celles et tous ceux qui refusent ses thèses et pratiques : **lorsqu'elle est au pouvoir, elle détruit les syndicats et tous corps qui défendent l'intérêt des travailleurs et des travailleuses, pour imposer un "intérêt national" par delà les classe sociales, elle s'attaquent aux droits des femmes et des personnes LGBTI (IVG, mariage pour tous et toutes, etc)... Dans l'histoire, celle-ci s'est en fait toujours mise au service du patronat.** Ainsi, pour atteindre cet objectif nationaliste, elle fait l'**usage de moyens pouvant être antidémocratiques et violents.**

UN CLIMAT DÉLÉTÈRE : DE LA FASCISATION DES DISCOURS À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE L'EXTRÊME-DROITE

Election après élection, nous constatons une **montée généralisée des partis et de l'idéologie d'extrême-droite, aussi bien dans les urnes que dans l'opinion publique.** Lors des élections présidentielles de 2022, le Rassemblement National, parti classé à l'extrême-droite française, bat un nouveau record au 2nd tour des élections présidentielles avec 41,5% des suffrages. On remarque aussi une hausse importante des scores du Rassemblement National lors des élections locales (municipales, régionales...) et européennes. Pourtant, le volet électoral seul ne suffit pas à expliquer la montée de l'extrême-droite en France. Il y a **une plus grande complaisance de l'opinion publique face à leur idées** qui s'expliquent notamment par la prise de pouvoir de l'extrême-droite dans les agendas politiques et médiatiques (presse, réseaux sociaux...). **La montée de l'extrême-droite est aussi une conséquence des politiques libérales** (casse des services publics et des conquis sociaux, etc.) à l'œuvre depuis plusieurs décennies. En effet, le néolibéralisme participe à détruire toutes les formes de solidarité collective et à renforcer la misère. **N'étant plus autorisé-e-s à penser une alternative au capitalisme, la principale issue entrevue (illusoire) est alors de recourir à la logique du bouc-émissaire et de la préférence nationale**, ce qui pousse à une compétition irrationnelle entre les travailleurs et travailleuses "de la nation" et les "étranger-e-s".

Il existe une **séparation artificielle entre extrême-droite institutionnelle et groupes d'extrême-droite.** D'une part, l'extrême-droite institutionnelle regroupe les différents partis d'extrême-droite se présentant aux élections. Le plus connu d'entre eux est le Rassemblement National (ex-Front National), dirigé depuis 2011 par Marine Le Pen. Mais il existe également Reconquête, le parti d'Eric Zemmour, crédité de 7% au premier tour de sa première élection, et dans une moindre mesure Debout la France, l'Union Populaire Républicaine ou encore Les Patriotes. On y retrouve aussi une partie des Républicains (ex-UMP), dont les discours reprennent de plus en plus les éléments de langage traditionnels de l'extrême-droite. Cette extrême-droite institutionnelle a pour objectif de s'imposer dans le débat public et les instances parlementaires en se présentant comme un parti normal, au discours lissé et « mainstream ».

Dans le même temps, on trouve des groupes d'extrême-droite plus activistes, pratiquant un militantisme n'ayant aucun rapport officiel avec les partis politiques. C'est le cas des organisations royalistes souhaitant un retour à l'Ancien Régime et à son idéologie réactionnaire et autoritaire. Mais aussi des mouvements nationalistes et identitaires, qui soutiennent une idéologie sur l'identité nationale et européenne, extrêmement raciste et xénophobe, dans la continuité de la **théorie complotiste du « grand-remplacement ».** On peut aussi compter les divers partis fascistes, organisations chrétiennes fondamentalistes, ligues régionalistes, partisans de l'Algérie française, nostalgiques de Vichy ou du IIIe Reich, etc. **Il n'y a pas forcément une unité théorique claire entre tous ces groupes, mais ils savent bien s'entendre lorsqu'il s'agit d'attaquer les mobilisations des étudiant-e-s, des travailleurs et travailleuses, des femmes ou de personnes racisé-e-s.**

L'existence des seconds permet l'acceptation des premiers, qui sont vus comme moins radicaux : ils sont donc complémentaires et travaillent de concert dans la stratégie de banalisation de l'extrême-droite.

De plus, depuis quelques années, les médias grands publics ne cachent plus leur inclinaison avec l'extrême droite (1). On peut même dire qu'ils sont de connivence. En effet, de plus en plus d'éditorialistes sont présents et ont des heures d'antennes extrêmement importantes et préoccupantes. C'est par exemple le cas d'Éric Zemmour sur CNews, malgré ses multiples condamnations par la justice (2). Cette **normalisation des discours racistes, sécuritaires ou encore anti-immigration de l'extrême-droite vise à créer une acceptation commune de son discours**, le faisant passer comme pas plus nauséabond qu'un autre. Tant et si bien que **certaines concepts d'extrême droite finissent par être repris par les membres du gouvernement.**

1 Liste de médias d'extrême droite : ne pas leur répondre ! : article de Sud Education 93 paru le 4 février 2021.
2 Scandaleux : 3 condamnations pénales pour Zemmour et les micros lui restent ouverts ! : article de l'Humanité paru le 28 septembre 2020

L'EXTRÊME-DROITE AU SEIN DE NOS ÉTABLISSEMENTS

L'extrême droite étudiante est marquée, certes de manière moins importante, par le clivage fallacieux entre organisations institutionnelles se présentant aux élections universitaires, et groupes violents. L'UNI et la Cocarde sont **deux organisations étudiantes appartenant à cette extrême-droite institutionnelle, mais qui s'illustrent aussi par de nombreuses actions violentes :**

➔ **L'Union nationale inter-universitaire (UNI) :** Fondée en réaction aux mouvements sociaux de mai 1968, se réclame comme gaulliste et est historiquement proche des Républicains (ex UMP, et RPR). Une partie des membres et des sections locales de l'UNI ont des liens historiques et pour ainsi dire douteux avec des organisations d'extrême-droite connues pour leurs violences. L'UNI peut rougir d'une proximité avec le Groupe Union Défense (GUD) en compagnie duquel était parfois organisée des actions communes, parfois violentes, particulièrement dans les années 1980. Avec la cadidature de Zemmour en 2022, assumant fièrement l'identité de droite, l'UNI tend à se radicaliser et utilise maintenant exactement les mêmes termes que l'extrême-droite.

➔ **La Cocarde étudiante :** Fondée en 2015 (1) par des anciens membres de l'UNI pour revendiquer une indépendance vis-à-vis des partis politiques et une radicalité qu'elle n'aurait pas sinon. La Cocarde se présente comme "le dernier rempart idéologique aux théories de l'extrême gauche dans les universités : islamisme, indigénisme, haine de la France et de l'homme blanc, etc." Elle se revendique ouvertement nationaliste, identitaire (...). La Cocarde a construit une partie de sa réputation sur l'opposition, souvent physique et violente envers les militant-e-s mobilisé-e-s, aux blocages d'Université etc. Elle s'organise souvent avec l'Action Française et Génération Identitaire. (2)

1 La Cocarde : 5 ans au cœur des espoirs et malheurs de la droite : article de la Cocarde Etudiante.
2 La Cocarde Étudiante : nouvelle citadelle de l'extrême-droite lyonnaise : article de Daphné Deschamps paru le 21 janvier 2021.

➔ **L'Action Française** : Fondée en 1898 dans un mouvement anti-dreyfusard et antisémite, cette organisation rassemble principalement des royalistes nationalistes, se réclamant entre autres de Charles Maurras. Elle a connu son apogée dans les années 30 en tant que ligue antiparlementaire. Elle a des liens étroits avec le reste de l'extrême-droite (RN, soraliens et syndicats étudiants).
L'Action Française, au niveau local, entretient parfois des liens avec la Cocarde Étudiante et l'UNI, malgré l'apparente incohérence que cela suggère. Ainsi, comme pour la Cocarde, on peut retrouver des membres de l'Action Française sur certaines listes présentées aux élections étudiantes, l'organisation ayant d'ailleurs déjà présenté des listes en son nom. Ce n'est pas le seul point commun entre les deux organisations : en effet, l'Action Française est également coutumière de la violence dans les universités et lycées, comme lors des tentatives violentes de déblocage des lycées Voltaire et Louis le Grand en avril 2017, ou de l'Université de Strasbourg en décembre 2019.

➔ **Nemesis :** Collectif fémo-nationaliste crée en octobre 2019. Il s'agit d'un groupe sécuritaire qui prend essentiellement pour cible l'immigration et qui cherche à promouvoir une forme de féminisme exclusif aux femmes blanches cis hétéros. Les boucs-émissaires de son discours sont multiples (minorités sexuelles, religieuses, etc.). Ce collectif parasite les luttes féministes en évinçant la question du patriarcat au profit de son racisme. Il est fréquemment en lien avec de nombreux partis et groupuscules d'extrême-droite (RN, Manif pour tous, Zemmour, etc.).

➔ **Génération Z :** Pour soutenir la campagne d'Éric Zemmour de 2022, le parti Reconquête se décline dans la jeunesse sous le nom de "Génération Z". Il faut noter que certain-e-s de ses militant-e-s ont une implantation importante dans l'UNI et la Cocarde étudiante, notamment à cause de leur stratégie de "l'union des droite". Leur porte parole, Stanislas Rigaud, est aussi le fondateur du journal "L'Étudiant libre", dont les thèses et les thèmes sont très proches de la Cocarde. Les lieux d'études sont donc pour eux un lieu de militantisme important.

FACE À LA MONTÉE DE L'EXTRÊME-DROITE SUR NOS CAMPUS : RIPOSTE ÉTUDIANTE ET SYNDICALE

L'UNI, la Cocarde, l'Action Française ou Génération Z font de leur cheval de bataille l'opposition à "islamo-gauchisation" à l'université qui se manifesterait, selon elles et eux, par l'attrait grandissant pour les *genders studies* et les études post-coloniales. Parmi leur réponse face à cela, un **soutien ouvert aux enseignant-e-s racistes, homophobes, etc.** ou encore de la victimisation de l'homme viril et blanc "persécuté" par une foule de "féministes hystériques".

Face à cette montée de l'extrême-droite et son implantation de plus en plus importante dans les universités, il devient plus que nécessaire de **s'organiser collectivement.**

En effet, **nos lieux d'études ont toujours été une cible et un bastion stratégique pour l'extrême-droite** : On peut remonter aux tentatives d'implantation de l'**Action Française** dans l'UNEF des années 1920. On peut aussi citer la **Fédération des Étudiants Nationaliste (FEN)** pendant la guerre d'Algérie, de laquelle émergera le groupe "**Occident**", qui laissa sa place au **Groupe Union Défense (GUD)** dans des universités opposées à mai 68. À travers le mouvement **"Ordre Nouveau"**, le GUD aura d'ailleurs participé à la création du **Front National.**

Aujourd'hui, à travers les **plateformes de vidéos**, les **réseaux sociaux**, les **chaînes de télévision**, l'extrême-droite continue son travail de recrutement et d'implantation dans la jeunesse.

Maintenant soutenue par certains discours gouvernementaux et des politiques de casse du service public, xénophobes ou de renforcement de la sélection, dressant un enseignement supérieur à son image, elle ne les lâchera pas sans une riposte de notre part !

Solidaires Étudiant-e-s, qui s'inscrit depuis sa création dans la lutte antifasciste, propose différentes actions :

➔ La communication auprès des étudiant-e-s sur les idéologies politiques de ces groupes, qui souvent se cachent sous des airs plus favorables.

➔ La discussion avec les étudiant-e-s lorsque ces organisations font des démonstrations publiques comme des tractages, soirées, réunions publiques, etc.

➔ Le rappel des enjeux tels que son imbrication dans la classe capitaliste et les structures de domination (sexisme, racisme...), dans un contexte où l'extrême-droite est de plus en plus acceptée dans le débat public.

➔ Favoriser, rejoindre ou créer des initiatives antifascistes locales, collaborant de manière unitaire avec les organisations militantes, les syndicats étudiants pour faire un travail d'information, de vigilance et d'analyse locale sur ces questions.

LA LUTTE ANTIFASCISTE EST L'AFFAIRE DE TOUTES ET TOUS, POUR LA MENER EFFICACEMENT SYNDIQUONS-NOUS !

contact@solidaires-etudiant-e-s.org

25-27 rue des Envierges, 75020 Paris

06 86 80 24 45

solidaires-etudiant-e-s.org

Solidaires Étudiant-e-s

@solidairesetu

@solidairesEtu

Solidaires
étudiant-e-s
syndicat de luttes